

Aux Pays-Bas, un vote pour la « désislamisation » et contre l'écologie punitive



[Source : fr.irefeurope.org]

Le Parti pour la liberté (PVV) dirigé par Geert Wilders a remporté les élections législatives aux Pays-Bas. Selon les derniers résultats, il obtient 37 sièges sur 150. Il disposait jusqu'à présent de 16 sièges. Il est suivi par l'alliance de Frans Timmermans (gauche-écologistes) avec 25 sièges qui est aussi en progression (+8) et par le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), formation de centre-droit au pouvoir qui obtient 24 sièges (-10). Le jeune parti (créé il y a tout juste trois mois !) Nouveau Contrat social de Pieter Omtzigt, issu du mouvement chrétien-démocrate, obtient 20 sièges. Bien qu'il arrive en tête, le PVV devra former une coalition pour gouverner, car il faut 76 sièges sur les 150 que compte la chambre basse du Parlement néerlandais. Ce ne sera pas du tout facile pour Geert Wilders, d'autant plus qu'il lui faudra intégrer dans son programme de gouvernement des propositions venant de ses futurs alliés. D'ailleurs, les autres partis pourraient former une coalition et un gouvernement sans le PVV.

Lorsqu'il a présenté son programme électoral, le 16 septembre, Geert Wilders l'a décrit comme « social et de droite » : « dur sur l'immigration et l'ordre public, mais social sur le pouvoir d'achat et les soins de santé ». Néanmoins, l'islam, le droit d'asile et les immigrants ont bien été les principaux thèmes de sa campagne. Le PVV a appelé à la « désislamisation » des Pays-Bas, affirmant sa ferme intention de faire du Coran un livre interdit comme l'est Mein Kampf, de fermer les mosquées, de fermer les frontières aux migrants en provenance de pays islamiques. L'année dernière, l'immigration nette vers les Pays-Bas a plus que doublé pour atteindre plus de 220 000 personnes. Son discours a aussi porté sur les réglementations européennes et les dépenses consacrées aux mesures climatiques qu'il veut stopper. Il a également mené bataille contre l'agenda écologiste du Premier ministre Mark Rutte, en particulier contre un projet de loi qui visait, entre autres, à réduire arbitrairement la taille des cheptels de 30 %, ce qui menaçait un tiers des exploitations agricoles. Contrairement à ce que certains médias font croire, Wilders a dès le début condamné l'invasion de l'Ukraine et a même voté en faveur de l'accueil des réfugiés ukrainiens. De plus, le PVV demande à ce que les coupables – des Russes – qui ont abattu en 2014 l'avion civil MH 17, dont les deux tiers des passagers étaient néerlandais, soient jugés aux Pays-Bas. Il s'est néanmoins opposé à l'aide à

l'Ukraine.

Les progressistes (et pas seulement) ont rapidement réagi à cette élection. Ils ont dénoncé la menace extrémiste en Europe. Il serait temps pour beaucoup de politiques et de médias de comprendre que le vote contre l'immigration n'est pas forcément extrémiste. Les problèmes d'insécurité, les problèmes identitaires et religieux, touchent une grande majorité d'électeurs. C'est leur droit fondamental de ne pas les accepter.